



BANQUE
WORMSER FRÈRES

Information des investisseurs en matière de durabilité

Rapport établi en application de l'article 29 de la Loi n°
2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au
climat

&

Déclaration relative aux principales incidences négatives

Exercice 2024

La Banque Wormser Frères est le nom commercial de la Banque d'Escompte, S.A. au capital de 16 000 000 € inscrite au RCS de Paris sous le numéro B 562 102 913, sis au 7-11 boulevard Haussmann, 75009 Paris. Elle est agréée en qualité d'établissement de crédit et de prestataire de service d'investissement et soumise à la supervision de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et de l'Autorité des marchés financiers. Elle est inscrite comme courtier d'assurance ou de réassurance auprès de l'ORIAS sous le numéro 07034699.

Wormser Frères Gestion est la société de gestion de la Banque Wormser Frères, SAS au capital de 1 400 000 euros, inscrite au RCS de Paris sous le numéro B 353 528 870, sis au 7-11 boulevard Haussmann, 75009 Paris. Elle est agréée par l'Autorité des marchés financiers sous le numéro GP 97088.

Sommaire

1. Introduction	4
2. Informations communiquées conformément à l'article 29 de la loi relative à l'énergie et au climat 4	
2.1. Démarche générale de la Banque Wormser Frères sur la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance	4
2.1.1 Résumé de la démarche	4
2.1.2 Contenu, fréquence et moyens utilisés pour informer les souscripteurs, affiliés, cotisants, allocataires ou clients sur les critères relatifs aux objectifs ESG pris en compte dans la politique et la stratégie d'investissement.....	11
2.1.3 Adhésion de l'entité, ou de certains produits financiers, à une charte, un code, une initiative ou obtention d'un label sur la prise en compte de critères ESG.....	10
2.2. Moyens internes déployés par la Banque	12
2.2.1 Description des ressources financières, humaines et techniques dédiées à la prise en compte des critères ESG dans la stratégie d'investissement.....	10
2.2.2 Actions menées en vue du renforcement des capacités internes de l'entité.....	13
2.3. Démarche de prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance au niveau de la gouvernance de l'entité.....	13
2.3.1 Connaissances, compétences et expérience des instances de gouvernance, notamment des organes d'administration, de surveillance et de direction, en matière de prise de décisions relatives à l'intégration des critères ESG dans la politique et la stratégie d'investissement de l'entité et des entités que cette dernière contrôle le cas échéant.....	12
2.3.2 Inclusion, conformément à l'article 5 du Règlement (UE) 2019/2088 du parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019, dans les politiques de rémunération des informations sur la manière dont ces politiques sont adaptées à l'intégration des risques en matière de durabilité.	15
2.3.3 Intégration des critères ESG dans le règlement interne du conseil d'administration ou de surveillance de l'entité.....	15
2.4. Stratégie d'engagement auprès des émetteurs ou vis-à-vis des sociétés de gestion ainsi que sur sa mise en œuvre	15
2.5. Taxonomie européenne et combustibles fossiles.....	16
2.6. Stratégie d'alignement avec les objectifs internationaux des articles 2 et 4 de l'Accord de Paris relatifs à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre.....	16
2.7. Stratégie d'alignement avec les objectifs de long terme liés à la biodiversité.	16
2.8. Démarche de prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans la gestion des risques, notamment les risques physiques, de transition et de responsabilité liés au changement climatique et à la biodiversité	17
2.9 Liste des produits financiers mentionnés en vertu de l'article 8 et 9 du Règlement Disclosure (SFDR)	17

3. Déclaration relative aux principales incidences négatives pour son activité de mandat de gestion et de conseil en investissement sur les facteurs de durabilité	19
3.1. Résumé des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité	19
3.2. Description des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité et comparaison historique.....	19
3.3. Description des politiques visant à identifier et hiérarchiser les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité.....	22
3.4. Politique d'engagement.....	22
3.5 Références aux normes internationales	22

1. Introduction

La Banque Wormser Frères est un établissement de crédit et un prestataire de services d'investissement agréé et régulé par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) ainsi que par l'Autorité des marchés financiers (AMF). La Banque Wormser Frères détient à 100 % la Société de Gestion Wormser Frères (WFG). WFG est une société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF. À ce titre, la Banque et sa filiale sont assujetties à un ensemble de réglementations ayant récemment évolué pour inciter les acteurs de la finance à s'engager en faveur de la durabilité.

Le présent rapport a pour objectif de présenter la politique de la Banque Wormser Frères et de Wormser Frères Gestion en matière de prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) ainsi que les moyens mis en œuvre pour contribuer à la transition énergétique et écologique dans le cadre de son activité de gestion de portefeuille pour le compte de tiers et de conseil en investissement.

Il est porté à l'attention du lecteur que la Banque Wormser Frères confie à sa filiale Wormser Frères Gestion l'ensemble de son activité de gestion de portefeuille pour le compte de tiers. De fait, la Banque Wormser Frères et sa filiale Wormser Frères Gestion partagent la même politique en matière de durabilité et de prise en compte des critères ESG. Le présent rapport couvre les deux entités susvisées. Les rapports réglementaires spécifiques à la société de gestion peuvent être consultés sur son [site internet](#) ; ils présentent logiquement des similitudes avec ce qui est présenté dans le corps du présent document.

2. Informations communiquées conformément à l'article 29 de la loi relative à l'énergie et au climat

2.1. Démarche générale de la Banque Wormser Frères sur la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance

2.1.1. Résumé de la démarche

La finance durable est l'un des deux piliers centraux de notre stratégie. Depuis la publication de notre premier rapport RSE en 2023, nous avons réalisé d'importants progrès pour répondre aux grands défis de notre époque, tels que le changement climatique, la gestion des ressources naturelles et les inégalités. L'année écoulée a été une période de transformation pour la Banque Wormser Frères. Alors que nous avançons dans nos engagements en matière de durabilité, nous avons franchi une étape cruciale en 2024 : le passage au statut de "Société à Mission". Cette évolution s'inscrit dans notre approche globale, holistique et dans notre volonté d'intégrer la durabilité non seulement dans toutes nos activités, mais aussi au cœur même de notre identité, en accord avec notre histoire et nos valeurs.

« Guidés par nos valeurs de banque familiale et par le désir d'être utiles à la société, nous nous engageons avec nos clients pour un avenir durable », affirme notre mission. Celle-ci s'inscrit dans notre ambition d'être un acteur de référence dans la finance durable, en orientant nos investissements et nos activités vers une économie respectueuse de la planète et de l'humain. Cette nouvelle mission, désormais inscrite dans nos statuts, guidera toutes nos décisions stratégiques, de l'offre de produits financiers à notre engagement envers les différentes parties prenantes.

Nous avons donc restructuré notre politique de RSE autour des quatre objectifs statutaires de société à Mission qui reflètent nos engagements et nos valeurs :

- Œuvrer à la rencontre de l'intérêt de nos clients et de l'intérêt général dans toutes nos solutions de placement et de financement.

Nous croyons fermement que nos produits et services doivent non seulement répondre aux besoins financiers de nos clients, mais aussi contribuer positivement à la société dans son ensemble.

- Poursuivre le développement d'offres innovantes durables afin de concilier efficacité économique et contribution environnementale et sociale positive.

Nous nous engageons à créer des produits qui intègrent des critères de durabilité robustes, tout en offrant des rendements attractifs pour nos clients.

- Faire vivre nos valeurs dans un climat de confiance et d'écoute au sein de nos équipes et avec nos clients.

Notre culture d'entreprise est fondée sur la transparence, l'écoute active et le respect mutuel, ce qui est essentiel pour bâtir des relations durables et fructueuses.

- Maintenir les conditions de notre indépendance par une gouvernance responsable, un alignement d'intérêts avec nos clients et un partage équilibré de la valeur.

Nous nous engageons à rester fidèles à nos principes en veillant à ce que notre modèle d'affaires soit durable, tant financièrement qu'éthiquement.

Dans le cadre de notre démarche, nous tenons autant que possible à réduire les externalités négatives de nos investissements et nous avons progressivement intégré des politiques d'exclusions. Au-delà de la réduction des impacts négatifs, nous souhaitons augmenter nos impacts positifs. La Banque a pour ambition de proposer aux investisseurs, pour chaque classe d'actif, une alternative d'investissement durable ou à impact c'est-à-dire dont l'activité est significativement exposée aux objectifs de développement durable.

Aussi, nous recherchons, en sélectionnant les entreprises ayant de bonnes pratiques ESG et en éliminant celles dont les comportements sont jugés problématiques, à limiter les risques de durabilité et minimiser les risques opérationnels, les risques réglementaires ou de réputation liés à de mauvaises pratiques environnementales, sociales ou en lien avec la gouvernance. Cette approche complète et s'inscrit pleinement dans notre processus d'investissement fondé principalement sur une stratégie d'analyse fondamentale approfondie des actions et des obligations en portefeuille.

La prise en compte des risques de durabilité ainsi que des incidences négatives se fait aussi bien dans la gestion des mandats que des organismes de placement collectifs (OPC). Nos portefeuilles sont investis essentiellement en titres vifs actions ou obligations ce qui nous permet de mettre en œuvre notre politique ESG. Les investissements réalisés en ETF¹ ou OPC ne peuvent faire l'objet, à l'heure actuelle, d'une analyse aussi profonde. C'est pour cette raison que nous avons mis en place un système de notation externe spécifiquement dédié à ce type de produit, afin de garantir une évaluation objective et conforme aux standards du marché.

a. Politique d'exclusion

La Banque Wormser Frères et sa société de gestion ont fait le choix d'exclure des investissements un ensemble de secteurs dont le périmètre varie selon la classification SFDR des OPC et mandats et selon le type d'actif sous-jacent.

¹ Exchange Traded Fund

Les entreprises impliquées dans le secteur des énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz), la production, le stockage, et la commercialisation de mines antipersonnel et de bombes à sous-minutions ainsi que les industries du tabac, de la pornographie et des jeux d'argent et de hasard sont exclues de nos investissements en titres vifs sur les portefeuilles classés Art.8 et Art.9 au sens du Règlement SFDR².

Les entreprises du secteur des boissons alcoolisées et de l'armement sont exclues de nos investissements en titres vifs sur les portefeuilles classés Art. 9.

Pour des raisons de difficulté d'accès à des données fiables et granulaires relatives à la décomposition du chiffre d'affaires des sociétés, nous tolérons un seuil maximal de 5% du chiffre d'affaires pour les secteurs précités. Cette règle est applicable pour l'ensemble des actions et obligations présentes, quelle que soit la classification du portefeuille.

b. Politique d'analyse ESG

Les politiques d'investissement prennent en compte, de manière globale les trois critères « ESG » (environnementaux, sociaux, de gouvernance). L'ESG permet d'identifier des risques et des opportunités que l'analyse financière seule ne peut évaluer. Ces critères extra-financiers s'inscrivent dans une optique de long terme, en adéquation avec notre philosophie d'investissement fondée sur l'analyse fondamentale approfondie des émetteurs en portefeuille (actions/obligations). Les critères ESG permettent par ailleurs d'identifier des opportunités de croissance soutenable et durable, renforçant ainsi la visibilité quant aux perspectives de l'émetteur.

Notre méthodologie propriétaire s'articule en trois temps :

- Approche quantitative : recherche et traitement des informations et données ESG ;
- Approche qualitative : formalisation de la note ESG globale ;
- Prise en compte de cette note ESG globale sur la valorisation de l'entreprise.

Nous confrontons la cohérence de nos notations internes ESG avec les notations du *Bloomberg Disclosure Score*, *RobecoSAM* (Standard & Poor's), et *MSCI* (depuis décembre 2024).

i. Approche quantitative

Chaque valeur fait l'objet d'un cas d'investissement au sein duquel 14 caractéristiques réparties sur les trois volets E, S et G sont étudiées.

Environnement	Social	Gouvernance
<ul style="list-style-type: none"> - Politique environnementale - Impact environnemental - Risques physiques - Biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> - Diversité et égalité - Formation et recrutement - Santé et sécurité - Droits de l'Homme - Politique fiscale - Engagement social 	<ul style="list-style-type: none"> - Corruption et éthique - Rémunération du CEO - Indépendance et diversité du board - Conseils et comité

² Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers

Ces caractéristiques sont évaluées par un certain nombre de critères quantitatifs et qualitatifs afin d'attribuer in fine une notation ESG à chacun de ces trois volets.

Toute donnée quantitative est issue soit de notre fournisseur de données extra-financières S&P Global, soit des documents publiés par les émetteurs (à titre d'exemples : rapports annuels, documents ad-hoc ESG, présentations investisseurs).

Dans le cas des obligations non cotées et de l'activité de Private Equity, les données sont majoritairement issues du management ou des fonds partenaires. En fonction de la maturité des entreprises, toutes les caractéristiques ne peuvent être évaluées, par manque de données.

ii. Approche qualitative

Les analystes-gérants sont chargés d'évaluer l'implication des émetteurs sur chacun des trois volets E, S et G (matérialisée par une note E, S et G), à partir des données quantitatives précédemment citées. Cette évaluation est matérialisée par une note ESG globale allant de 0 à 10 (10 étant la meilleure note, signe d'un engagement fort et/ou de bonnes pratiques ESG), résultante du calcul de la moyenne des notes E, S et G. Les controverses sont également prises en compte dans les notes individuelles (E, S et G) ainsi qu'au niveau de la note ESG globale : lorsqu'une controverse est identifiée, celle-ci est qualifiée par les analystes-gérants en fonction du degré de gravité associé (gravité significative / très significative) et ainsi traduite par un malus allant de 0 à -5 points sur chacune des notes E, S et G.

iii. Prise en compte de la notation ESG sur la valorisation de la société

La Banque prend ainsi en compte dans la valorisation des sociétés l'évaluation des risques de durabilité. La note ESG obtenue dans le cadre de notre approche qualitative vient directement impacter le coût du capital pris en compte dans notre modèle de valorisation « DCF » (*discounted cash flows* ou flux de trésorerie actualisés). Nous pouvons ainsi quantifier l'incidence des risques de durabilité sur l'objectif de cours de la valeur étudiée. Nous rappelons cependant que l'objectif de cours final retenu pour la valeur intègre plusieurs méthodes de valorisation dont notre modèle DCF.

Pour les obligations non cotées, la note ESG est prise en compte dans le taux d'intérêt. Ce taux peut être revu à la baisse dans le cas de l'amélioration de cette note ESG et plus spécifiquement dans le cas d'atteinte d'objectifs ESG définis annuellement.

Dans le cas des investissements de *Private Equity* en direct, la note ESG est prise en compte dans la valorisation de la société.

c. Politique d'investissement durable

En tant qu'investisseur responsable, nous cherchons à valoriser les entreprises qui génèrent des impacts positifs et contribuent aux solutions apportées aux défis environnementaux et sociaux auxquels nous faisons face tels que le réchauffement climatique, l'épuisement des ressources naturelles et l'augmentation des inégalités. En parallèle, nous cherchons à minimiser les externalités négatives qui pourraient être générées par nos investissements.

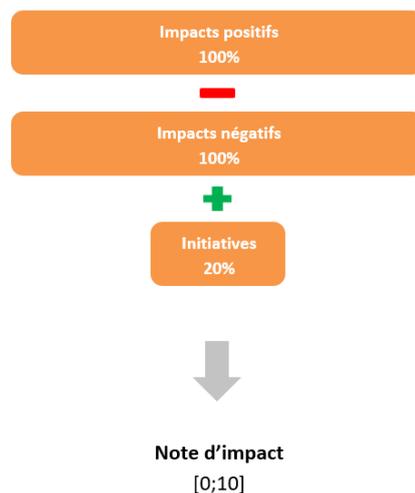
Notre méthodologie s'appuie ainsi sur la notion « d'investissement durable » définie dans le cadre du Règlement SFDR et s'établit selon les trois volets suivants :

- Contribution à un objectif environnemental ou social ;
- Respect du principe de « Do not significantly harm » ;
- Application de bonnes pratiques de gouvernance.

i. Notation d'impact

Afin de répondre à notre objectif d'investir dans des sociétés ayant des impacts positifs sur le plan environnemental ou social et minimisant leurs externalités négatives, nous concentrons notre analyse sur les 17 Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et construisons notre notation d'impact de la façon suivante :

- **Impacts positifs** : Part du chiffre d'affaires réalisée par la société dans des activités répondant aux Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies. Cette mesure quantitative sera comprise entre 0% et 100%.
- **Impacts négatifs** : Mesure qualitative qui recense les impacts négatifs portant préjudice à un ou plusieurs Objectifs de développement durable (ODD) et vient se soustraire, dans la limite de 100% aux impacts positifs. Ils sont définis selon trois niveaux (faible, moyen, important).
- **Initiatives** : Mesure qualitative qui valorise les initiatives mises en œuvre par la société, en dehors de ses activités économiques, dans le but de répondre à des enjeux environnementaux ou sociaux. Ce bonus ne pourra excéder 20%.



ii. Evaluation du caractère durable

Selon notre politique d'investissement, une société sera considérée comme durable si et seulement si les conditions suivantes sont réunies :

- Sa note d'impact est supérieure ou égale à 5/10, signifiant ainsi qu'elle contribue de manière positive à des enjeux de développement durable sans causer de préjudices trop importants sur ces derniers ;
- Sa note ESG est supérieure ou égale à 5/10 afin de limiter les incidences négatives ;
- Sa note de Gouvernance est supérieure ou égale à 5/10, gage de bonnes pratiques.

d. Intégration au processus de gestion

i. Prise en compte de l'analyse ESG

Conformément à notre politique d'analyse ESG, les entreprises ayant obtenu une note ESG interne strictement inférieure à 3 et 5 sur 10, respectivement pour les portefeuilles art.8 et 9 au sens de SFDR, sont automatiquement exclues de nos portefeuilles. De plus, ces deux catégories de portefeuilles doivent à tout moment détenir une moyenne pondérée ESG supérieure ou égale à 5 (Art.8) et 6 (Art.9) sur 10.

Les investissements indirects sont principalement les véhicules fonds de fonds de Private Equity mais également les OPCVM ou ETF présents dans les portefeuilles de gestion cotée. Ils ne bénéficient à ce jour pas d'une analyse ESG aussi profonde que celle réalisée sur les investissements en direct.

Dans le cas des véhicules fonds de fonds de non cotés (Private Equity), la Société de Gestion considère la classification SFDR des fonds sous-jacents pour ses décisions d'investissement.

ii. Prise en compte de l'analyse de durabilité

OPC et mandats ayant pour vocation de promouvoir des caractéristiques ESG (Art.8 -SFDR)

Les OPC et mandats classés Art.8 au sens du Règlement SFDR, ont pour vocation la promotion de caractéristiques ESG sans pour autant poursuivre un objectif d'investissement durable. Aucune contrainte n'est par conséquent fixée quant à la proportion de valeurs durables présentes en portefeuille, ni sur la note d'impact minimale.

OPC et mandats ayant un objectif d'investissement durable (Art.9 -SFDR)

Les OPC et mandats classés Art.9 au sens du Règlement SFDR ont pour vocation de poursuivre un objectif de développement durable, qu'il soit environnemental ou social.

Dans ce contexte, la construction des portefeuilles s'articule autour de trois thématiques : Environnement, Innovation et Santé & Bien-Etre. Elle se compose ensuite de sous-thèmes, associés à des ODD, et faisant chacun l'objet d'une problématique sociale ou environnementale telles que l'efficacité énergétique, l'amélioration de la qualité de vie ou encore l'économie circulaire.

Activités répondants aux Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies					
Environnement	ODD associés	Innovation	ODD associés	Santé & Bien-Etre	ODD associés
Consommation responsable	12	Digitalisation pour une industrie durable	9	Alimentation durable	2
Economie circulaire	6,12	Mobilité durable	11	Amélioration de la qualité de vie	9
Efficacité énergétique	7	Villes durables	11	Traitements médicaux et accès à la santé	3
Gestion des ressources naturelles	6,9,12	Sécurité et prévention des risques	11, 3		
		Progrès médical	3		

Ces sous-thèmes ne sont pas fixes et peuvent être amenés à évoluer dans le temps.

Deux sous thèmes *Santé & Bien-être* ont été rajoutés pour les obligations non cotées : droit à l'éducation (ODD 1 et 4), et inclusion (ODD 5 et 10).

Ainsi, pour tout portefeuille classé Art.9 selon le Règlement SFDR, notre politique de sélection s'appliquera à chacun de ses émetteurs en respectant les trois conditions selon notre méthodologie propriétaire :

- La contribution positive si :
 - d'une part, la note d'impact selon notre méthodologie propriétaire³ est supérieure ou égale à 5/10. Elle repose sur la contribution des émetteurs aux Objectifs de Développement Durable (ODD) définis par les Nations unies ;
 - d'autre part, la part du chiffre d'affaires de l'entreprise dans les ODD associés aux thématiques d'investissement durables privilégiées est à minima de 50% ;
- L'absence de préjudice important si :

³ Cette méthodologie est décrite dans notre Politique Environnementale, Sociale et de Gouvernance et notre Politique sur la prise en compte des risques de durabilité (Politique SFDR) disponible sur notre site internet à l'adress https://bwfstatic.blob.core.windows.net/static/site/Legal/politique_esg_wfg_site_internet_1_er_decembre_2021.pdf

- d'une part, la note ESG selon notre méthodologie propriétaire⁴ est supérieure ou égale à 5/10;
- d'autre part, l'émetteur ne fait pas l'objet de controverses importantes ;
- Les pratiques de bonne gouvernance si la note de Gouvernance selon notre méthodologie propriétaire est supérieure ou égale à 5/10.

e. Suivi régulier par l'équipe du Middle Office et Risk Management

Lors de l'initiation d'une valeur à l'achat, la société fait l'objet d'un cas d'investissement qui intégrera systématiquement la note globale ESG et la note d'impact. Ces notes, à l'instant du cas d'investissement, seront révisées à minima chaque deux ans pour les portefeuilles cotés. Chaque note est revue par le Responsable Finance Durable. En cas d'interrogations ou de doutes sur une notation, le Responsable peut convoquer un comité ESG restreint composé du Président de la société de gestion, d'elle-même et de deux analystes disposant d'une expertise particulière sur le sujet. Ce comité examine le cas et peut aboutir à trois décisions possibles : la validation de la note, sa réévaluation, ou son rejet.

A chaque investissement, le middle office contrôle la fiche d'investissement et la notation ESG ainsi que la notation d'impact de Wormser Frères Gestion à l'aide des fichiers Excel.

Dans une logique de transparence et de suivi, chaque véhicule géré – coté ou non coté – ainsi que chaque mandat type classé article 8 ou 9 selon le règlement SFDR, est assorti d'une note ESG globale. Cette note est construite à partir de la notation interne de chaque valeur, pondérée en fonction de son poids dans le portefeuille. Nous suivons l'évolution de cette note dans le temps, portefeuille par portefeuille.

Le taux de couverture ESG requis varie selon le type de produit (mandat, OPCVM, FIA) et sa classification SFDR (articles 8 ou 9). Cette exigence ne s'applique pas aux produits classés article 6 au sens du règlement SFDR. Les OPC externes et les ETF éventuellement détenus en portefeuille sont inclus dans la base de calcul. Toutefois, depuis fin 2024, ces instruments bénéficient d'une notation ESG.

Le suivi des ratios de couverture et de notation globale des portefeuilles est effectué en post trade de façon quotidienne sur les VL des OPC et de façon hebdomadaire sur les portefeuilles types en GSM. Par ailleurs, nous avons mis à disposition de l'équipe de gestion des outils de pré trade en gestion collective ainsi qu'en gestion sous mandat (à partir des portefeuilles de référence) pour s'assurer du respect de ces ratios.

Un suivi plus détaillé et comprenant des critères ESG et d'investissement durable est réalisée sur un rythme trimestriel à la fois sur nos OPC et sur nos portefeuilles types en GSM. Cette analyse, axée à la fois sur les incidences négatives et sur les risques de durabilité des portefeuilles, comporte des critères relatifs à l'environnement, le social et la gouvernance ainsi que des critères propres au changement climatique et à la protection de la biodiversité.

⁴ Idem point 1

2.1.2 Contenu, fréquence et moyens utilisés pour informer les souscripteurs, affiliés, cotisants, allocataires ou clients sur les critères relatifs aux objectifs ESG pris en compte dans la politique et la stratégie d'investissement

Conformément au Règlement SFDR, la politique ESG et politique sur la prise en compte des risques de durabilité sont disponibles à tout moment sur [ce site internet](#).

Par ailleurs, toute information relative à l'ESG et aux investissements durables, est disponible dans les rapports annuels des OPC ainsi que dans leurs prospectus respectifs.

Concernant la gestion sous mandat, nos mandats suivent la même politique ESG que celle appliquée aux OPC et s'ancrent dans le même univers d'investissement. Afin d'informer les souscripteurs sur le suivi des critères ESG dans les mandats, nous joignons aux documents périodiques annuels de chaque mandat l'annexe relative au Règlement SFDR 2019/2088.

L'ensemble des informations relatives aux objectifs ESG pris en compte dans la politique et la stratégie d'investissement sont revues et mises à jour annuellement.

2.1.3 Adhésion de l'entité, ou de certains produits financiers, à une charte, un code, une initiative ou obtention d'un label sur la prise en compte de critères ESG

En 2021, Wormser Frères Gestion s'est engagée dans l'investissement durable et responsable en devenant signataire des Principes pour l'Investissement Responsable (PRI), impliquant de fait un engagement d'information et de prise en compte des facteurs ESG dans le processus décisionnel de sélection des investissements. Les PRI complètent le Pacte mondial des Nations Unies, lequel invite les entreprises à intégrer dans leurs activités et leurs stratégies un éventail de principes universels relatifs aux droits humains, au droit du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption.

Depuis 2022, Wormser Frères Gestion est devenue membre de l'Institut de la Finance Durable (*Finance for Tomorrow*) qui vise à coordonner et accélérer l'action de la place financière de Paris en matière de finance durable pour réussir la transition énergétique et la transformation de l'économie.

En 2024, Wormser Frères Gestion a réitéré son engagement en étant un acteur des discussions de place sur la finance durable. WFG a participé aux groupes de travail de l'Institut de la Finance Durable (ex-Finance for Tomorrow) et a présidé le groupe Climat et Finance Durable au sein du groupe OCBF.

En 2024 le Groupe a rejoint la CEC Monde Financier, un programme de la CEC réunissant 74 entreprises du secteur financier, gérant collectivement plus de 800 milliards d'euros d'actifs. La Convention des Entreprises pour le Climat (CEC) est une association d'intérêt général dont la vocation est d'organiser des parcours de prise de conscience et de transformation pour décideurs économiques afin de rendre irrésistible la bascule vers une économie régénérative d'ici 2035. Ce parcours de 10 mois est réparti sur plusieurs sessions, avec un total de 9 jours d'ateliers et de formations, entre novembre 2023 et juin 2024. Ces sessions impliquent des échanges avec des experts de la transition écologique, des témoignages de grands acteurs du secteur, ainsi que des travaux collaboratifs pour construire des feuilles de route concrètes et ambitieuses pour accélérer la transition durable.

Conformément à la loi Rixain⁵ visant à accélérer l'égalité économique et professionnelle, Wormser Frères Gestion s'engage à avoir une représentation équilibrée Homme/Femme parmi les équipes, organes et

⁵ Voir article Art. L. 533-22-2-4 du Code monétaire et financier.

responsables chargés de prendre des décisions d'investissement. L'objectif pour la fin de l'année 2023 était d'atteindre 30% de femmes au sein de la société de gestion. Au 31 décembre 2023, la société comptait 31% de femmes, atteignant ainsi son objectif. Pour l'année 2024, la société de gestion comptait 53% de femmes, un dépassement considérable de l'objectif fixé en 2023.

2.2. Moyens internes déployés par la Banque

2.2.1 Description des ressources financières, humaines et techniques dédiées à la prise en compte des critères ESG dans la stratégie d'investissement

La Banque Wormser Frères s'est dotée des moyens ad hoc pour mettre en œuvre sa politique en matière de durabilité et renforcer progressivement sa stratégie de prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans ses activités.

▪ Moyens financiers

Le budget consacré à la recherche ESG et à l'investissement, incluant l'accompagnement consultant, les données ESG, le dispositif de vote aux assemblées générales, les cotisations diverses (PRI, Institut de la Finance Durable et fournisseurs de données extra-financières), représente environ 138 000 euros sur 2024, soit 0.02% des encours de la société de gestion.

▪ Moyens humains

La société de gestion est en charge de la mise en œuvre de la politique d'investissement durable et de la prise en compte des critères ESG dans les décisions d'investissement.

L'équipe de gestion assure ainsi :

- l'élaboration et la mise en application de la politique ESG et d'investissement durable ;
- la formation des analystes à notre méthodologie propriétaire d'analyse ESG et durable ;
- la réalisation de l'analyse ESG et durable des émetteurs. Quatre analystes ont participé en 2023 au déploiement de l'analyse extra-financière sur la gestion cotée et deux analystes sur le non coté ;
- la rédaction des reporting relatifs à l'investissement responsable au niveau de la société de gestion.

En 2024 :

- Le Groupe a recruté une responsable finance durable. Elle est en charge des enjeux ESG tant pour la banque que pour Wormser Frères Gestion.
- 10 salariés de la Banque ont travaillé sur les thématiques de durabilités, notamment via les travaux du Comité RSE (soit 13% des salariés, la Banque comptait un effectif de 76 salariés au 31/12/2024) ;
- 6 salariés de la société de gestion (soit 32% des salariés, la société de gestion avait un effectif de 19 salariés au 31/12/2024) ont travaillé à la mise en œuvre de notre politique d'investissement durable dont 4 gérants-analystes en charge de l'analyse extra-financière, et 2 salariés du middle office.

- **Moyens techniques et technologiques**

Wormser Frères Gestion met en œuvre, pour chacun de ses investissements, la politique d'analyse ESG et durable issue d'une méthodologie propriétaire. Cette dernière s'articule en trois volets ; i.e. une politique d'exclusion, une politique d'analyse ESG, et une politique d'investissement durable. L'ensemble des données quantitatives présentes dans l'analyse ESG est fourni par Trucost S&P Global. Il s'agit de données brutes qui concernent uniquement les instruments cotés. En décembre 2024, à la suite d'un audit interne de notre prestataire de données extra-financières ainsi que d'un benchmark approfondi des principales offres du marché, nous avons décidé de signer un accord avec MSCI. Cette décision s'inscrit dans une volonté d'optimiser la qualité, la pertinence et la cohérence des données ESG utilisées dans nos analyses. En conséquence, nous mettrons fin au contrat actuellement en vigueur avec S&P à compter de juin 2025.

Impak Finance fournit des analyses indépendantes d'impact sur certains investissements non cotés. Sur le plan qualitatif, les données sont extraites de rapports publics publiés par les émetteurs.

Les analystes disposent également de flux d'informations disponibles sur Bloomberg notamment pour le traitement des controverses.

2.2.2 Actions menées en vue du renforcement des capacités internes de l'entité

, La société de gestion a étoffé son offre commerciale durable en créant en 2022 un mandat de gestion durable conforme à l'article 9 sur Règlement SFDR. En 2023, la Société de gestion a lancé un deuxième fonds Venture Loan avec un objectif de 25 % des émetteurs ayant un objectif durable. En 2024, La société de gestion a lancé 3 nouveaux fonds d'investissement cotés conforme à l'article 9 sur Règlement SFDR et un fonds d'investissement non-côté conforme à l'article 8 sur Règlement SFDR.

En parallèle, la société continue de former ses analystes aux enjeux ESG et à l'investissement durable. En 2021, deux analystes de la gestion cotée ont été formés à l'analyse extra-financière par le biais d'un module certifié de formation dédié de la SFAF (CESGA).

En 2024, une analyste de la gestion cotée suit actuellement la formation à la certification CESGA en analyse extra-financière, tandis qu'un autre analyste se prépare au certificat *Climate Risk, Valuation, and Investing* délivré par le CFA Institute.

Depuis 2023, le Groupe publie un rapport RSE et participe à des événements de place sur la finance durable.

2.3. Démarche de prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance au niveau de la gouvernance de l'entité

2.3.1 Connaissances, compétences et expérience des instances de gouvernance, notamment des organes d'administration, de surveillance et de direction, en matière de prise de décisions relatives à l'intégration des critères ESG dans la politique et la stratégie d'investissement de l'entité et des entités que ce dernier contrôle le cas échéant.

i. La direction

Être un acteur de la finance durable, c'est aussi promouvoir les engagements RSE de la Banque et son approche de la finance durable.

Le Directeur Général de la Banque Wormser Frères a ainsi été en 2022 un acteur de référence des discussions de la place sur la finance durable, en présidant notamment le groupe Climat et finance durable au sein du groupe OCBF et en participant à plusieurs événements dédiés à cette thématique. En 2024, le directeur général a aussi reçu le prix de « coup de cœur du jury » des *Coupoles de l'audace* décerné par l'AGEFI.

La direction générale de la société de gestion a dès 2014 déployé une expertise en matière ESG tout en la développant fortement au cours des années par la mobilisation de ressources et de compétences en interne. En parallèle, la société de gestion a progressivement pris en compte des critères ESG dans son processus d'investissement :

- En 2018, une approche systématique a été formalisée et une méthodologie de notation interne sur la base de critères ESG établie.
- En 2020, la méthodologie propriétaire a été enrichie par la prise en compte des incidences négatives et des risques de durabilité.
- En 2022, nous avons élargi notre politique ESG et d'intégration des risques de durabilité aux investissements non cotés (*fonds venture loan*).
- En 2024, la société de gestion a mis en place une grille d'évaluation ESG pour la partie non-côté afin d'enrichir la prise en compte des risques de durabilité lors de ses investissements.
- En décembre 2024, en raison d'un manque de fiabilité constaté dans les données fournies par notre précédent prestataire, S&P Global, nous avons procédé à une transition vers la plateforme MSCI afin d'assurer une récupération de données plus rigoureuse

ii. Les instances de gouvernance

La gouvernance joue un rôle crucial dans la mise en œuvre de notre démarche. Ces sujets sont pilotés par Marc Wormser et soutenus par l'ensemble de la direction et des administrateurs. La gouvernance ESG du groupe Wormser Frères a été révisée en décembre 2023 afin d'intégrer les critères de durabilité dans les politiques et stratégies. La Gouvernance se déploie à travers quatre comités dédiés à la mise en œuvre des politiques RSE et d'investissement durable.

- **Le Comité de Mission** : Le comité de mission, distinct des organes sociaux de la Banque Wormser Frères, a pour objet le suivi opérationnel de la mission. Il a pour rôle de challenger la stratégie déployée par la Banque Wormser Frères et Wormser Frères Gestion et peut faire évoluer le référentiel de déclinaison opérationnelle au regard d'éléments exogènes ou endogènes inhérents au groupe Wormser Frères. Le comité présente annuellement un rapport joint au rapport de gestion à l'assemblée chargée de l'approbation des comptes de la société.
- **Le Comité Stratégique ESG et Durabilité** propose les orientations principales au Comité d'Orientations ESG et Durabilité, et est responsable de l'élaboration et de l'évolution de la stratégie ESG ainsi que de la politique d'Investissement Durable du Groupe.

- **Le Comité RSE et Mécénat** détermine et met en œuvre les orientations stratégiques en matière de responsabilité sociétale d'entreprise pour le développement personnel et professionnel des collaborateurs, ainsi que pour les engagements environnementaux internes et la politique d'achats responsables.
- **Le Comité ESG et d'Investissement Durable de Wormser Frères Gestion** est chargé de définir et mettre en œuvre les processus d'investissement conformes à la stratégie ESG et à la politique d'Investissement Durable établies par le Comité Stratégique ESG et Durabilité.
-

Le Comité des Risques de Wormser Frères Gestion

Le Comité des risques de la gestion est l'organe centrale du dispositif de gestion des risques, et se tient selon une périodicité trimestrielle. Le comité des risques a notamment pour objet d'assurer le suivi des contraintes et des performances, de dresser l'état d'avancement des recommandations, de suivre les décisions visant à régulariser une anomalie relevée. Le suivi de la mise en œuvre de la politique ESG et durable est ainsi intégré à ce comité. Ce comité est composé du Président de la société de gestion, du RCCI, du responsable du contrôle du middle office de la société de gestion,.

2.3.2 Inclusion, conformément à l'article 5 du Règlement (UE) 2019/2088 du parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019, dans les politiques de rémunération des informations sur la manière dont ces politiques sont adaptées à l'intégration des risques en matière de durabilité.

Conformément à l'article 5 du Règlement SFDR 2019/2088, la politique de rémunération de notre société de gestion intègre la prise en compte des risques de durabilité.

La politique ESG fait intégralement parti de notre processus d'investissement. Chaque cas d'investissement en titre vifs doit faire l'objet d'une notation ESG. Cette notation fait l'objet d'un contrôle au moment de l'entrée dans l'univers d'investissement de la société de gestion. Les objectifs de taux de couverture font également l'objet d'un contrôle. Aussi, il s'agit bien d'un objectif collectif, en premier lieu pour les membres de l'équipe de gestion mais également pour les équipes de middle office et de suivi des risques.

La politique de rémunération est disponible sur le site internet de Wormser Frères Gestion.

2.3.3 Intégration des critères ESG dans le règlement interne du conseil d'administration ou de surveillance de l'entité

Le Conseil d'administration détermine la politique et les orientations de la Banque Wormser Frères et s'assure de leur mise en œuvre par la Direction Générale. Dans ce cadre, le Conseil prend nécessairement en considération les enjeux sociaux et environnementaux ici détaillés.

Le Conseil d'administration est régulièrement informé des avancées réalisées ; il s'appuie notamment sur les travaux du Comité de Direction, du Comité RSE et du Comité de suivi des risques de la Banque.

2.4. Stratégie d'engagement auprès des émetteurs ou vis-à-vis des sociétés de gestion ainsi que sur sa mise en œuvre

La politique de vote et d'engagement actionnarial de la Banque Wormser Frères et de sa société de gestion Wormser Frères Gestion fait l'objet d'un document dédié accessible sur son [site internet](#).

2.5. Taxonomie européenne et combustibles fossiles

L'information relative à la part des encours alignés à la taxonomie européenne sur l'exercice 2024 reste très partielle. Notre calcul repose ainsi sur une approche prudente consistant à affecter 0 d'alignement à la taxonomie européenne pour toutes les lignes pour lesquelles aucune information n'était disponible à date. La part des encours alignés à la taxonomie européenne est inférieure à ~1 % (données de Trucost pour l'exercice 2024).

La part des encours dans des entreprises actives dans le secteur des combustibles fossiles est 2~ (donnée de Trucost). Cette part concerne tant les encours directs que ceux via les OPC. Conformément à l'annexe I du Règlement délégué SFDR, sont considérées comme actives dans le secteur des combustibles fossiles les sociétés qui tirent des revenus de la prospection, de l'exploitation minière, de l'extraction, de la production, de la transformation, du stockage, du raffinage ou de la distribution, y compris le transport, l'entreposage et le commerce, de combustibles fossiles au sens de l'article 2, point 62, du règlement (UE) 2018/1999 du Parlement européen et du Conseil. Par ailleurs, les combustibles fossiles s'entendent des sources d'énergie non renouvelables basées sur le carbone telles que les combustibles solides, le gaz naturel et le pétrole.

2.6. Stratégie d'alignement avec les objectifs internationaux des articles 2 et 4 de l'Accord de Paris relatifs à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre

En 2025, nous concentrons nos efforts sur l'élaboration d'une stratégie climat ambitieuse, visant à aligner nos activités avec les objectifs de l'Accord de Paris. Dans cette optique, le bilan carbone pour l'année 2024 est actuellement en cours de calcul par le cabinet externe Carbone 4. Cette démarche s'inscrit dans la continuité de notre engagement en matière de finance durable. En 2024, pour la première fois, nous avons calculé notre bilan carbone en utilisant la méthodologie PCAF (Partnership for Carbon Accounting Financials), qui permet d'évaluer les émissions de gaz à effet de serre associées à nos prêts et investissements. Cette approche standardisée et transparente nous offre une vision précise de notre empreinte carbone, essentielle pour définir des objectifs de réduction et suivre nos progrès vers la neutralité carbone.

Nos émissions liées aux scopes 1, 2 et 3 (hors catégorie 15 du GHG Protocol, qui couvre les émissions financées) ont augmenté, passant de 470 tCO₂e en 2019 à 1 429 tCO₂e en 2023. Cependant, ces résultats ne sont pas directement comparables, car notre méthodologie s'est affinée, notamment sur les émissions du scope 3.

Pour l'année 2023, nous avons adopté une approche plus granulaire, détaillant davantage nos services, en partenariat avec notre prestataire externe, Carbometrix. Nos émissions financées ont diminué, passant de 115 536 tCO₂e en 2019 à 90 636 tCO₂e en 2023, malgré une augmentation de nos investissements et financements. Ici encore, les résultats ne sont pas directement comparables en raison d'un changement de méthodologie. Nous avons adopté la norme PCAF (Partnership for Carbon Accounting Financials), qui harmonise l'approche comptable pour les institutions financières.

2.7. Stratégie d'alignement avec les objectifs de long terme liés à la biodiversité.

La Banque et Wormser Frères prend en compte dans les critères de sa politique ESG, la protection de la biodiversité, que nous intégrons au sein de notre notation environnementale. Compte tenu du peu d'informations disponibles à ce jour sur la prise en compte de cet enjeu par les entreprises et du manque de maturité des données et méthodologies existantes, notre approche sur la gestion de cet enjeu s'inscrit dans une dynamique d'amélioration continue. A ce jour, la Banque Wormser et Wormser Frères Gestion ne se sont pas fixés d'objectif relatif à la stratégie d'alignement avec les objectifs de long terme liés à la biodiversité.

2.8. Démarche de prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance dans la gestion des risques, notamment les risques physiques, de transition et de responsabilité liés au changement climatique et à la biodiversité

L'approche retenue en la matière par la Banque Wormser Frères et sa filiale Wormser Frères Gestion est détaillée dans un document spécifique⁶ accessible en suivant [ce lien](#).

Cette politique d'investissement responsable a pour objectif d'informer les investisseurs sur notre politique ESG et sur l'intégration des risques de durabilité dans nos processus de prise de décision en matière d'investissement. Elle reflète également la prise en compte des principales incidences négatives de nos décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité, et la gestion de ces risques extra-financiers dans les solutions d'investissements existantes.

Plus particulièrement, les risques climatiques sont intégrés par Wormser Frères Gestion en tant que risques de durabilité dans sa politique ESG. Ils sont pris en compte de trois façons dans nos OPC et portefeuilles de référence pour les mandats :

- **Au sein de notre politique d'exclusion** : Nous excluons pour les portefeuilles Art.8 et 9 (SFDR) toute action ou obligation dont l'émetteur est engagé pour plus de 5% de son chiffre d'affaires dans le charbon et les énergies fossiles (pétrole et gaz).
- **Au sein de la note ESG** : L'analyse ESG permet par le biais de son volet environnemental de suivre les risques climatiques. La note environnementale de chaque émetteur représente 30% de sa note ESG. Nous suivons à cet effet la performance climatique (empreinte carbone et impact ratio environnemental), les risques physiques ainsi que l'adaptation des sociétés à la transition climatique et énergétique (risques de transition, alignement à la taxonomie et alignement 2°C).
- **Au sein de la note d'impact** : Dans le cadre de notre politique d'investissement durable, nous cherchons à valoriser les sociétés qui contribuent de façon positive au développement durable tout en limitant leurs externalités négatives. Par construction, la note d'impact tient compte des risques climat notamment au travers de nos sous-thèmes mobilité durable, gestion des ressources naturelles et efficacité énergétique.

2.9 Liste des produits financiers mentionnés en vertu de l'article 8 et 9 du Règlement Disclosure (SFDR)

Le tableau ci-dessous offre une synthèse de la répartition des encours des organismes de placement collectif (OPC) gérés par Wormser Frères Gestion ainsi que des portefeuilles modèles des mandats de gestion (GSM) proposés à notre clientèle :

	Art. 6	Art. 8	Art. 8 (Min 5% durable)	ART 8 (25%) (Min 25% durable)	Art. 9	Total
OPC	188 103 772,53 € 60%	18 000 000,00 € 6%	49 207 495,13 € 16%	54 959 460,17 € 18%	2 536 767,57 € 1%	312 807 495,40 € 100%
GSM	91 746 862,38 € 28%		46 371 471,12 € 14%	186 283 884,64 € 57%	3 848 942,86 € 1%	328 251 161,00 € 100%
Total	279 850 634,91 € 44%	18 000 000,00 € 3%	95 578 966,25 € 15%	241 243 344,81 € 38%	6 385 710,43 € 1%	641 058 656,40 € 100%

⁶ Politique ESG et Politique sur la prise en compte des risques de durabilité (politique SFDR)

Classification des OPC & portefeuilles 2024 :

	Art. 6	Art 8	Art. 8 (Min 5% durable)	Art. 8 (Min 25% durable)	Art. 9
OPC -Gestion Côté					
WF Patrimoine			x		
WF Valeurs Internationales				x	
WF Actions Flexibles	x				
WF Actions Europe				x	
WF Valeurs Internationales Durables					x
Lefonds	x				
WF Actions Santé					x
WF Actions US					x
Perenne Entreprise	x				
Perenne Retraite	x				
OPC - Gestion Non Côté					
WF Selection LBO Europe	x				
WF Sélection LBO Monde	x				
WF Selection Impact	x				
WF Selection Infra	x				
WF Tentamus	x				
WF Selection Growth	x				
WF Sélection Santé	x				
WF 3B Scientific	x				
WF Biobest	x				
WF Breitling & Unither	x				
WF EDH	x				
WF Carlyle VIII	x				
WF Nomios SLP	x				
WF Trescal SLP	x				
WF PG Equity	x				
WF Sélection Infra 2	x				
WF Committed Advisors V	x				
WF Sélection Dette Privée	x				
WF Co-Invest 2023	x				
WF Co-Invest 2024		x			
WF Fonds Sélection Fonds US	x				
WF Mambo	x				
Venture Loan I	x				
Venture Loan II				x	
GSM					
Autre mandat	x				
Discretionnaire	x				
Dynamique Dur					x
Dynamique HZE	x				
Prudent TV	x				
Gestion ex-USD	x				
Discretionnaire D				x	
Discretionnaire E			x		
Discretionnaire P	x				
Dynamique				x	
Equilibre			x		
Equilibre TV			x		
Gestion PEA				x	
Prudent TV	x				
GSM-Private	x				

Pour rappel, les produits dits « Article 8 » sont les produits financiers qui promeuvent des caractéristiques environnementales et/ou sociales, pour autant que les sociétés dans lesquelles les investissements sont réalisés appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

Les produits dits « Article 9 » sont les produits financiers qui ont pour objectif l'investissement durable, c'est-à-dire que l'investissement est réalisé dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental et/ou social, pour autant que ces investissements ne causent pas de préjudice important à un de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles les investissements sont réalisés appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

Les produits dits « Article 6 » sont ceux qui ne sont ni conforme à l'article 8, ni à l'article 9. Ce statut n'implique aucune prise en compte particulière des critères extra-financiers. Cependant, il oblige à un devoir de transparence sur l'intégration ou non des risques de durabilité dans la gestion du produit financier.

3. Déclaration relative aux principales incidences négatives pour son activité de mandat de gestion et de conseil en investissement sur les facteurs de durabilité

3.1. Résumé des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

Wormser frères Gestion (LEI : 9695000UDD7BUSC36639) considère les principales incidences négatives de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité. La présente déclaration est la déclaration consolidée des principaux impacts négatifs sur les facteurs de durabilité de Wormser Frères Gestion. Cette déclaration des principales incidences négatives concerne la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Les indicateurs PAI présentés dans ce rapport couvrent uniquement nos encours cotés. En effet, pour nos activités non cotées, sur lesquelles nous détenons des participations minoritaires, les données ne sont pas encore disponibles à ce stade. Nous les intégrerons dès réception dans la publication des indicateurs PAI globaux de la société de gestion, qui sera mise en ligne sur notre site internet.

3.2. Description des principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité et comparaison historique

Indicateurs Obligatoires

Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés						
Indicateurs climatiques et autres indicateurs relatifs à l'environnement						
Indicateurs d'incidence négative sur la durabilité		Elément de mesure	Incidence 2024	Incidence 2023	Explication	
Emissions de gaz à effet de serre	1. Emissions de GES	Emissions de GES de niveau 1 en tonnes d'équivalents CO2	6 469,00	6 110,90		
		Emissions de GES de niveau 2 en tonnes d'équivalents CO2	4 670,00	3 474,96		
		Emissions de GES de niveau 3 en tonnes d'équivalents CO2	169 629,00	109 610,04		
	2. Empreinte carbone	Empreinte carbone en tonnes d'équivalents CO2 par millions d'euros investis	274,00	397,3		
	3. Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	Intensité de GES des sociétés bénéficiaires des investissements	1 278,00	556,4		
	4. Exposition à des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles	Part d'investissement dans des sociétés actives dans le secteur des combustibles fossiles (en %)	2,39%	0,03%		
	5. Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable	Part de la consommation et de la production d'énergie des sociétés bénéficiaires d'investissement qui provient de sources d'énergie non renouvelables, par rapport à celle provenant de sources d'énergie renouvelables, exprimée en pourcentage du total des sources d'énergie (en %)	42,28%	47,09%		
	6. Intensité de consommation d'énergie par secteur à fort impact climatique	Consommation d'énergie en GWh par million d'euros de chiffre d'affaires des sociétés bénéficiaires d'investissements, par secteur à fort impact climatique	B - Mines et carrières	-	2,80	
			C - Manufacture	0,21*	24,88	
			D - Fourniture d'électricité, de gaz, de vapeur et de climatisation	-	0,15	
E - Approvisionnement en eaux, eaux usées, gestion des déchets et activités d'assainissement			-	1,00		
F - Construction			0,13*	1,12		
G - Commerce de gros et de détail; réparation de véhicules à moteur et de motocycles			0,18*	2,12		
H - Transport et stockage			1,59*	0,64		
L - Real Estate	-	3,00				
Biodiversité	7. Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité	Part des investissements effectués dans des sociétés ayant des sites/établissements situés dans ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité, si les activités de ces sociétés ont une incidence négative sur ces zones (exprimée en %)	30,11%	NA		
Eau	8. Rejets dans l'eau	Tonnes de rejets dans l'eau provenant des sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros	0,02	0,009		
Déchets	9. Ratio de déchets dangereux et de déchets radioactifs	Tonnes de déchets dangereux et de déchets radioactifs produites par les sociétés bénéficiaires d'investissements, par million d'euros	1,32	0,188		
	10. Violations des principes du pacte mondial des Nations Unies et des principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui ont participé à des violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (exprimée en %)	NA	NA	A cause du changement de périmètre pour la consolidation, les données ne sont plus disponibles.	

Les questions sociales et de personnel	11. Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du pacte mondial des Nations Unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales	Part d'investissement dans des sociétés qui n'ont pas de politique de contrôle du respect des principes du Pacte mondial des Nations unies ou des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ni de mécanismes de traitement des plaintes ou des différends permettant de remédier à de telles violations (exprimée en %)	NA	NA	À cause du changement de périmètre pour la consolidation, les données ne sont plus disponibles.
	12. Ecart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé	Écart de rémunération moyen non corrigé entre les hommes et les femmes au sein des sociétés bénéficiaires des investissements (exprimé en montant monétaire converti en euros)	11,40%	NA	À cause du changement de périmètre pour la consolidation, les données ne sont plus disponibles.
	13. Mixité au sein des organes de gouvernance	Ratio femmes/hommes moyen dans les organes de gouvernance des sociétés concernées, en pourcentage du nombre total de membres	34,32%	30%	
	14. Exposition à des armes controversées (mines antipersonnel, armes à sous-munitions, armes chimiques ou armes biologiques)	Part d'investissement dans des sociétés qui participent à la fabrication ou à la vente d'armes controversées (exprimée en %)	0,24%	2,80%	

Indicateurs applicables aux investissements dans des émetteurs souverains ou supranationaux

Environnement	15. Intensité de GES	Intensité de GES des pays d'investissement en tonnes d'équivalents CO2 par millions d'euros	NA	NA	Non applicable
Social	16. Pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales	Nombre de pays d'investissement connaissant des violations de normes sociales au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations Unies ou, le cas échéant, du droit national (valeur numérique)	NA	NA	Non applicable
		Proportion du nombre total de pays bénéficiaires d'investissements connaissant des violations de normes sociales au sens des traités et conventions internationaux, des principes des Nations Unies ou, le cas échéant, du droit national (exprimée en %)	NA	NA	Non applicable

Indicateurs Optionnels

Indicateurs applicables aux investissements dans des sociétés

Incidence négative sur la durabilité	Incidence négative sur des facteurs de durabilité (qualitative ou quantitative)	Élément de mesure	2024	2023	Explication
Eau, déchets et autres matières	6. Utilisation et recyclage de l'eau	1. Quantité moyenne d'eau consommée par les sociétés bénéficiaires d'investissements (en mètres cubes), par million d'euros de chiffre d'affaires	111	114,94	
	8. Exposition à des zones de stress hydrique élevé	Part d'investissement dans des sociétés implantées dans des zones de stress hydrique élevé et n'appliquant pas de politique de gestion de l'eau (en %)	80,58%	76,01%	
Questions sociales et de personnel	2. Taux d'accidents	Taux d'accidents dans les sociétés concernées, en moyenne pondérée	NA	NA	À cause du changement de périmètre pour la consolidation, les données ne sont plus disponibles.
	6. Protection insuffisante des lanceurs d'alerte	Part d'investissement dans des entités qui n'ont pas défini de politique de protection des lanceurs d'alerte exprimée en %	81,81%*	42,75%	

*En raison d'un manque de fiabilité constaté dans les données fournies par notre précédent prestataire, S&P Global, nous avons procédé à une transition vers la plateforme MSCI One afin d'assurer une récupération de données plus rigoureuse et conforme à nos exigences de qualité

3.3. Description des politiques visant à identifier et hiérarchiser les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité

Conformément au 2.1 du présent rapport, les politiques d'investissement de Wormser Frères Gestion prennent en compte, de manière globale, les trois critères ESG (Environnementaux, Sociaux, et de Gouvernance d'entreprise). L'ESG permet en effet d'identifier des risques et des opportunités, que l'analyse financière seule ne peut évaluer, dans les domaines Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance. Ces critères extra-financiers s'inscrivent dans une optique de long terme en cohérence avec notre philosophie d'investissement.

Aussi nous recherchons, en sélectionnant les entreprises ayant de bonnes pratiques ESG et en éliminant celles dont les comportements sont jugés à risques, à écarter les risques opérationnels de type réglementaires ou de réputation liés à de mauvaises pratiques.

Cette approche s'inscrit pleinement dans notre processus d'investissement fondé principalement sur une stratégie d'analyse fondamentale approfondie des actions et des obligations en portefeuille. Les critères ESG permettent aussi d'identifier des opportunités de croissance soutenable et durable, facteur de visibilité pour la croissance future de l'entreprise. Le durcissement de la réglementation en la matière, devrait également permettre d'améliorer l'attractivité et la notoriété des entreprises bénéficiant de bonnes pratiques ESG.

Ainsi, notre méthodologie s'articule en trois volets à la fois qualitatifs et quantitatifs dont l'objectif est de déterminer pour chaque émetteur une note ESG ainsi qu'une note de durabilité. La notation tient compte à la fois des incidences négatives sur les risques de durabilité et notamment les risques de transition et les risques physiques, de la stratégie climat de la société ainsi que sa contribution aux ODD des Nations Unis.

Le dernier volet de notre politique ESG permet alors de prendre en compte dans la valorisation des sociétés l'évaluation des risques de durabilité. La note ESG obtenue dans le cadre de notre approche qualitative vient directement impacter le coût du capital pris en compte dans notre modèle de valorisation DCF (*discounted cash flows* ou flux de trésorerie actualisés). Nous pouvons ainsi quantifier l'incidence des risques de durabilité sur l'objectif de cours de la valeur étudiée. Nous rappelons cependant que l'objectif de cours final retenu pour la valeur intègre plusieurs méthodes de valorisation dont notre modèle DCF.

3.4. Politique d'engagement

Nous vous renvoyons à la section 2.4 du présent document et à notre politique de vote et d'engagement actionnarial accessible sur le [site internet](#) de Wormser Frères Gestion.

3.5 Références aux normes internationales

Wormser Frères Gestion s'est engagé en 2021 dans l'investissement durable en signant les PRI. Il s'agit d'un réseau international d'investisseurs soutenu par les Nations Unis qui « œuvre au développement de marchés durables contribuant à un monde meilleur pour tous ». Ses membres travaillent sur la mise en place de six principes visant à intégrer les enjeux ESG dans les pratiques d'investissement.